Le président du Burundi prolonge le mandat de la CENI

PANA, 12 septembre 2012Bujumbura, Burundi - Le mandat de la Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante (CENI) du Burundi a Ã©tÃ© prolongÃ© de trois mois par un dÃ©cret prÃ©sidentiel publiÃ© mercredi Ã Bujumbura. Les diffÃ©rentes fa politiques opposÃ©es au sein du Parlement burundais se sont livrÃ©es Ã une vÃ©ritable guerre de tranchÃ©es, lundi et mardi, avec au bout du compte, un Ã©chec dans les discussions houleuses sur les noms des nouveaux membres de la CENI appelÃ©s Ã organiser les prochaines Ã©chÃ©ances Ã©lectorales prÃ©vues en 2015.
La CENI est arrivÃ©e au terme de son mandat ce mercredi aprÃ¨s avoir bÃ©nÃ©ficiÃ© dâ€™une premiÃ¨re prolongation en dÃ dâ€™annÃ©e pour une pÃ©riode de trois mois.Durant deux jours de tractations en coulisses, les dÃ©putÃ©s de la majoritÃ© prÃ©sidentielle et ceux de lâ€™opposition nâ€™ont pas pu tomber dâ€™accord sur la reconduction, entre autres, du prÃ©sider Pierre Claver Ndayicariye et du commissaire Ã lâ€™Information, Prosper Ntahorwamiye qui nâ€™ont pas les faveurs de lâ€™opposition.Â Câ€™est dans la soirÃ©e de mardi que le prÃ©sident de lâ€™AssemblÃ©e nationale, Pie Ntavyohanyuma, e annoncer en plÃ©niÃ¨re lâ€™Ã©chec des nÃ©gociations et le report sine die de la rÃ©ouverture du dossier, tout en promettant poursuite des consultations jusquâ€™au consensus sur une autre liste de nouveaux membres de la CENI.Au chapitre des rÃ©actions, le prÃ©sident du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir), Pascal Nyabenda, a prÃ©conisÃ© une "solution durable" qui passerait par lâ€™amendement de certains articles de la Constitution qui empÃªchent la majoritÃ© parlementaire de lÃ©gifÃ©rer et lâ€™oblige aujourdâ€™hui encore Ã faire dans des compromis politi comme du temps des rÃ©gimes transitoires.Le porte-parole du parti de lâ€™UnitÃ© pour le progrÃ¨s national (UPRONA, deuxiÃ¨me groupe parlementaire), Charles Nditije, a estimÃ© de son cÃ´tÃ© que le dialogue valait mieux que le forcing si on veut progresser sur la voie de la dÃ©mocratie.La SociÃ©tÃ© civile burundaise suit Ã©galement avec intÃ©rÃªt le bras de fer en le pouvoir et lâ€™opposition autour de la mise en place dâ€™une nouvelle CENI.Pour le dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral du Forum po renforcement de la SociÃ©tÃ© civile (FORSC), un collectif de plus de 140 associations de la SociÃ©tÃ© civile, Pacifique Nininahazwe, la mise en place dâ€™une CENI "non consensuelle" constituerait un Â«mauvais dÃ©partÂ» et une "source de conflit" aux consÃ©quences incalculables Ã lâ€™approche des Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2015 qui suscitent dÃ©jÃ des pas dans les milieux politiques Ã Bujumbura.La CENI sortante avait organisÃ© le marathon Ã©lectoral de 2010 qui avait reconduit aux affaires, pour un second mandat de cinq ans, le CNDD-FDD, sur fond de contestation de la rÃ©gularitÃ© des municipales par lâ€™opposition.